

# 3.2

## Réglementation

---

---

## 3.2 RÉGLEMENTATION

### 3.2.1 Consultation

#### Projets de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(L.R.Q., c. D-9.2, a. 194, a. 200, par. 5.1°, a. 217)

#### Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), conformément à l'article 217 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), que le projet de *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier* (le « Règlement »), pourra être pris par l'Autorité et soumis au ministre des Finances du Québec pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication.

Pris en vertu de l'article 200 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2 (la « Loi sur la distribution »), ce projet de règlement vise à remplacer l'actuel *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier* en lui apportant certaines modifications et précisions.

Le Règlement prévoit, notamment, que l'Autorité pourra dorénavant, lors d'un changement législatif ou réglementaire majeur affectant l'exercice des activités des planificateurs financiers, imposer à ces derniers de suivre des activités de formation pour assurer la mise à jour de leurs connaissances, préciser les activités concernées ainsi que le délai prévu pour les suivre.

Le Règlement précise les modalités applicables aux demandes de dispense et à la cessation de la dispense.

Le Règlement précise également les conséquences applicables en cas de défaut du planificateur financier de se conformer aux obligations de formation continue ou de transmettre, lorsque requis, les pièces justificatives concernant les activités de formation auxquelles il a participé.

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant le **21 août 2011**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-8381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Il est à noter que les commentaires soumis seront rendus publics à défaut d'avis contraire à cet effet.

### **Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Vicky Samson  
Analyste aux pratiques de distribution  
Autorité des marchés financiers  
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4823  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
Courrier électronique : [vicky.samson@lautorite.qc.ca](mailto:vicky.samson@lautorite.qc.ca)

**Le 22 juillet 2011**

## RÈGLEMENT SUR LA FORMATION CONTINUE OBLIGATOIRE DU PLANIFICATEUR FINANCIER

Loi sur la distribution de produits et services financiers  
(L.R.Q., c. D-9.2, a. 200)

### SECTION I CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION

**1.** Le présent règlement s'applique à toute personne physique qui est titulaire d'un certificat délivré par l'Autorité des marchés financiers l'autorisant à utiliser le titre de planificateur financier.

**2.** Dans le présent règlement, on entend par:

« formateur » : la personne physique qui agit comme enseignant ou animateur et qui dispense une activité de formation;

« période de référence » : toute période de 24 mois débutant le 1<sup>er</sup> décembre d'une année impaire;

« UFC » : unité de formation continue constituée d'une heure d'activité de formation élaborée et dispensée par l'Institut québécois de planification financière ou en partenariat avec lui, ou reconnue par l'Autorité conformément à la section III.

### SECTION II FORMATION

#### *§1. Période, fréquence et contenu de la formation*

**3.** Un planificateur financier doit, pour toute période de référence, suivre des activités de formation continue et accumuler 40 UFC réparties de la façon suivante:

1° 15 UFC liées à des activités de formation élaborées et dispensées par l'Institut ou en partenariat avec lui, en planification financière intégrée, couvrant les 7 domaines d'intervention suivants:

- a) les finances;
- b) la fiscalité;
- c) les aspects légaux;
- d) la retraite;
- e) les successions;
- f) les placements;
- g) les assurances;

2° 15 UFC liées à des activités de formation reconnues par l'Autorité, dans l'un ou plusieurs des 7 domaines d'intervention visés au paragraphe 1;

3° 10 UFC liées à des activités de formation reconnues par l'Autorité, en matière de conformité aux normes, d'éthique et de pratique professionnelle, dont 5 UFC reliées directement à la planification financière.

**4.** Lors d'un changement législatif ou réglementaire majeur affectant l'exercice des activités des planificateurs financiers, l'Autorité publie au Bulletin un avis informant les planificateurs financiers qu'ils doivent suivre des activités de formation pour assurer la mise à jour de leurs connaissances.

L'avis précise notamment les activités de formation concernées et le délai dont ils disposent pour suivre ces activités.

### *§2. Modulation de l'obligation de formation et dispenses*

**5.** Le planificateur financier à qui un certificat est délivré par l'Autorité au cours d'une période de référence entamée doit accumuler, selon la répartition prévue à l'article 3, un nombre d'UFC, équivalent à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets au cours desquels il est titulaire du certificat. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

**6.** Le planificateur financier à qui un certificat est délivré par l'Autorité dans la première année suivant l'obtention de son diplôme de l'Institut est dispensé de suivre des activités de formation continue pour une période de 12 mois suivant la date de cette obtention.

**7.** Le planificateur financier est dispensé de ses obligations de formation continue s'il est absent ou en congé pendant une durée d'au moins quatre semaines consécutives notamment pour cause de maladie ou d'accident, ou pour des raisons familiales ou parentales. Pour l'application du présent article, les causes et modalités d'absence sont celles prévues aux sections V.0.1 et V.1 du chapitre IV de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1).

Le planificateur financier peut obtenir une dispense conformément au premier alinéa s'il présente une demande écrite à l'Autorité exposant les motifs qui justifient la dispense accompagnée du document explicatif ou du certificat médical attestant la situation alléguée.

Avant de refuser, en tout ou en partie, la demande de dispense, l'Autorité avise par écrit le planificateur financier de son droit de présenter des observations écrites dans le délai qu'elle indique.

**8.** Dès que cesse la situation ayant donné lieu à la dispense, le planificateur financier en avise l'Autorité par écrit. Il doit alors se conformer aux obligations prévues par le présent règlement et accumuler un nombre d'UFC équivalant à la proportion que représente, par rapport à une période de référence, le nombre de mois complets de cette période, écoulés ou non, au cours desquels il n'aura pas été dispensé de ses obligations. Pour le calcul de cette proportion, le nombre d'UFC est arrondi à l'unité supérieure la plus proche.

**9.** N'est pas dispensé de ses obligations au terme du présent règlement, le planificateur financier qui est suspendu ou radié temporairement ou dont le certificat est assorti de conditions ou de restrictions.

Toutefois, s'il est suspendu ou radié temporairement pour une période de plus d'un an, il est dispensé de ces obligations pour la partie de cette période qui excède un an.

### *§3. Cumul et affectation d'UFC*

**10.** Le planificateur financier qui agit à titre de formateur d'une activité a droit, une seule fois pour cette activité, au double du nombre d'UFC attribué à celle-ci.

Le planificateur financier qui est suspendu ou radié ou dont le certificat est révoqué, non renouvelé ou assorti de conditions ou de restrictions, ne peut dispenser des activités de formation continue et se voir attribuer des UFC à titre de formateur pour ces activités.

**11.** Le planificateur financier ayant accumulé, au cours d'une période de référence, plus d'UFC que le nombre exigé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 3, ne peut reporter ces UFC excédentaires pour une période de référence subséquente.

Toutefois, le planificateur financier qui, au cours d'une période de référence, a accumulé plus d'UFC que le nombre exigé au paragraphe 1 de l'article 3, peut comptabiliser ces UFC excédentaires à titre d'UFC prévues au paragraphe 2 de l'article 3, mais uniquement au cours de cette même période.

**12.** Un planificateur financier qui, à la fin d'une période de référence ou à l'expiration du délai prévu à l'avis de l'article 4, est en défaut de se conformer aux obligations de formation continue prévues par le présent règlement, ne peut, pour remédier à ce défaut, affecter à la période pour laquelle il est en défaut des UFC accumulés pendant la période de référence subséquente ou après l'expiration de ce délai à moins que l'Autorité n'ait rendu une décision de suspension en vertu du deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), et que telle décision n'ait été exécutée en entier.

#### *§4. Avis de l'Autorité*

**13.** Au plus tard 30 jours précédant la fin d'une période de référence ou l'expiration du délai prévu à l'avis de l'article 4, l'Autorité transmet un avis à chaque planificateur financier n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis et il l'avise des conséquences prévues par le deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) ou par les articles 57 ou 63 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant (D-9.2, r.7).

**14.** Dans les 30 jours suivant la fin de la période de référence ou l'expiration du délai prévu à l'avis de l'article 4, l'Autorité transmet un avis à chaque planificateur financier n'ayant pas accumulé le nombre d'UFC requis et l'avise des conséquences de son défaut prévues par le deuxième alinéa de l'article 218 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) ou par les articles 57 ou 63 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant (D-9.2, r.7).

#### *§5. Conservation et communication des documents*

**15.** Le planificateur financier doit conserver, pour une période de 24 mois suivant la fin de la période de référence, les pièces justificatives concernant chaque activité de formation à laquelle il a participé notamment, les attestations de présence, de réussite d'examen, de tests ou les relevés de notes remises par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui a dispensé les activités de formation continue.

**16.** Au cours d'une période de référence ou au plus tard dans les 20 jours de la réception de l'avis mentionné à l'article 14, un planificateur financier doit, lui-même ou par l'entremise du cabinet pour le compte duquel il agit ou de la société autonome dont il est un associé ou l'employé, transmettre à l'Autorité une copie des pièces justificatives concernant les activités auxquelles il a participé. En cas de défaut du planificateur financier de transmettre à l'Autorité une copie des pièces justificatives requises, les UFC afférentes aux activités reconnues concernées ne seront pas considérées valides aux fins des obligations de formation continue prévues par le présent règlement.

Toutefois, le planificateur financier est dispensé de l'obligation prévue au premier alinéa s'il communique sa présence aux activités de formation continue ou la fait communiquer par le cabinet pour le compte duquel il agit ou par la société autonome dont il est un associé ou l'employé, au moyen d'un accès sécurisé au site Internet de l'Institut. Il est tenu de transmettre une copie de ces pièces seulement si l'Autorité l'exige pour vérifier l'exactitude des données. Dans ce cas, les copies doivent être transmises sur support papier dans les 30 jours de la demande de l'Autorité.

### **SECTION III** **RECONNAISSANCE DES ACTIVITÉS DE FORMATION**

**17.** L'Autorité reconnaît une activité de formation si elle permet le développement des habiletés et des compétences suivantes:

1° développement et enrichissement d'une vision globale et intégrée de la planification financière personnelle;

2° acquisition, compréhension et application de connaissances théoriques et techniques dans les domaines d'intervention de la planification financière personnelle;

3° acquisition, compréhension et application de connaissances théoriques et techniques en matière de conformité aux normes, d'éthique et de pratique professionnelle.

Toutefois, l'Autorité ne reconnaît pas les activités visant la vente de produits ou de services financiers spécifiques, incluant les valeurs mobilières.

**18.** La demande de reconnaissance doit être présentée à l'Autorité avant ou au maximum 6 mois après la tenue de l'activité, mais au plus tard le dernier jour de la période de référence au cours de laquelle l'activité est tenue par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui dispense l'activité.

Au plus tard le dernier jour de la période de référence en cours, un planificateur financier peut présenter, conformément à l'article 19, une demande de reconnaissance d'une activité de formation qu'il a suivie et qui n'est pas déjà reconnue. La décision de reconnaissance rendue suite à une telle demande ne vaut que pour le planificateur financier visé.

**19.** La demande de reconnaissance doit contenir les éléments suivants:

1° une description de l'activité de formation visée;

2° le déroulement et la durée de cette activité;

3° le nombre d'UFC demandé pour l'activité de formation;

4° un document expliquant en quoi cette activité permet le développement des habiletés et des compétences mentionnées au premier alinéa de l'article 17;

5° si la demande est présentée avant la tenue de l'activité, les nom et adresse du responsable de l'activité;

6° si la demande est présentée après la tenue de l'activité par le planificateur financier lui-même, les pièces justificatives concernant cette activité le cas échéant;

7° si la demande est présentée après la tenue de l'activité par le formateur, l'organisme ou l'établissement d'enseignement qui l'a dispensée, la liste des participants.

La demande est accompagnée du paiement des frais fixés par l'Autorité pour la présentation d'une demande de reconnaissance.

**20.** L'Autorité accorde ou refuse la reconnaissance dans les 30 jours de la réception de la demande. Lorsque la reconnaissance est refusée ou que l'activité est reconnue pour un nombre d'UFC inférieur à celui demandé, l'Autorité en indique les motifs au demandeur par écrit.

**21.** La reconnaissance est valide pour la période de référence en cours au moment où l'activité est tenue. La personne qui désire renouveler cette reconnaissance doit présenter à l'Autorité une nouvelle demande.

**22.** Le responsable d'une activité doit aviser l'Autorité de toute modification relativement à l'un des éléments énumérés à l'article 19.

Par suite de l'avis de modification prévu au premier alinéa, l'Autorité peut annuler la reconnaissance de l'activité, augmenter ou diminuer le nombre d'UFC attribué à celle-ci. L'Autorité transmet ensuite sa décision au demandeur.

**23.** L'Autorité peut annuler la reconnaissance d'une activité, augmenter ou diminuer le nombre d'UFC attribué à celle-ci si elle constate que l'activité offerte diffère de celle reconnue.

Lorsque l'Autorité annule la reconnaissance, augmente ou diminue le nombre d'UFC qui y est attribué, elle avise par écrit le demandeur concerné.

#### **SECTION IV** **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**24.** L'article 9 du présent règlement s'applique aux planificateurs financiers qui, le 1<sup>er</sup> décembre 2011, sont suspendus ou radiés temporairement ou dont le certificat est assorti de conditions ou de restrictions.

**25.** Le présent règlement remplace le Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier, approuvé par le décret numéro 970-2007 du 14 novembre 2007.

**26.** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2011.



## Draft Regulation

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 194, s. 200, par. (5.1), s. 217)

## Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the “Authority” or the “AMF”) that, in accordance with section 217 of *An Act respecting the distribution of financial products and services* (R.S.Q., c. D-9.2) (the “Distribution Act”), the draft *Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners* (the “Regulation”) may be made by the AMF and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since the present publication.

Made under section 200 of the Distribution Act, the Regulation is intended to replace the current version of the *Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners* through certain amendments and clarifications.

Under the draft Regulation, the AMF may, where a major legislative or regulatory amendment affects the pursuit of the activities of financial planners, require financial planners to take part in training activities to ensure their knowledge is up to date, as well as specify the activities in question and the time limit for taking part in the activities.

The Regulation also sets out the terms for exemption applications and the cessation of exemptions.

In addition, the Regulation specifies the consequences in the event of failure by a financial planner to comply with the professional development requirements or to send, as necessary, the supporting documents regarding the training activities in which the financial planner took part.

## Request for comment

Comments regarding the above should be made in writing before **August 21, 2011** to:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22e étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: 514-864-8381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Comments will be made public unless otherwise noted.

### **Further information**

Further information is available from:

M<sup>e</sup> Vicky Samson  
Analyst, Distribution Practices  
Autorité des marchés financiers  
Telephone: 418-525-0337, ext. 4823  
Toll-free: 1-877-525-0337  
E-mail: [vicky.samson@lautorite.qc.ca](mailto:vicky.samson@lautorite.qc.ca)

**July 22, 2011**

## **REGULATION RESPECTING THE COMPULSORY PROFESSIONAL DEVELOPMENT OF FINANCIAL PLANNERS**

An Act respecting the distribution of financial products and services  
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 200)

### **DIVISION I SCOPE AND INTERPRETATION**

**1.** This Regulation applies to every natural person who holds a certificate issued by the Autorité des marchés financiers (the “Authority”) authorizing the person to use the title of financial planner.

**2.** In this Regulation,

“PDU” means a professional development unit consisting of one hour of training activity developed and provided by or in partnership with the Institut québécois de planification financière (the “IQPF”) or recognized by the Authority pursuant to Division III;

“reference period” means any 24-month period beginning on December 1 of an odd-numbered year;

“trainer” means a natural person who acts as an instructor or facilitator and who provides a training activity.

### **DIVISION II TRAINING**

#### *§1. Period, frequency and content of training*

**3.** A financial planner must, in respect of any reference period, take part in professional development activities and accumulate 40 PDUs apportioned as follows:

(1) 15 PDUs related to training activities developed and provided by or in partnership with the IQPF involving integrated financial planning in the following seven areas:

- (a) finance;
- (b) taxation;
- (c) legal aspects;
- (d) retirement planning;
- (e) estate planning;
- (f) investment;
- (g) insurance;

(2) 15 PDUs related to training activities recognized by the Authority in one or more of the seven areas listed in paragraph 1; and

(3) 10 PDUs related to training activities recognized by the Authority in subjects pertaining to compliance with standards, ethics and business conduct, including five PDUs related directly to financial planning.

**4.** Where a major legislative or regulatory amendment affects the pursuit of the activities of financial planners, the Authority must publish a notice in the Bulletin informing financial planners that they are to take part in training activities to ensure their knowledge is up to date.

The notice must specify, in particular, the training activities in question and the time limit for taking part in these activities.

### *§2. Variations in the training requirement and exemptions*

**5.** A financial planner who is issued a certificate by the Authority during a reference period that has already begun must accumulate, according to the apportionment in section 3, a number of PDUs equal to the proportion that the number of full months for which the certificate has been held is to a reference period. In computing such proportion, the number of PDUs is rounded up to the nearest unit.

**6.** A financial planner who is issued a certificate by the Authority during the first year following the awarding of the IQPF diploma is exempt from the requirement to take part in professional development activities for a 12-month period following the date on which the diploma was awarded.

**7.** A financial planner is exempt from professional development requirements if he is absent or on leave during a period of at least four consecutive weeks, in particular owing to sickness or accident, or for family or parental reasons. For purposes of this section, the causes and terms of an absence are those set out in Divisions V.0.1 and V.1 of Chapter IV of An Act respecting labour standards (R.S.Q., c. N-1.1).

A financial planner may obtain an exemption in accordance with the first paragraph if he submits a written application to the Authority outlining the reasons for the exemption together with an explanatory document or medical certificate in support of the alleged situation.

Before refusing in whole or in part an application for an exemption, the Authority must give the financial planner written notice of his right to submit written observations within the time limit indicated by it.

**8.** The financial planner must notify the Authority in writing as soon as the situation giving rise to the exemption ceases to exist. He must then comply with the requirements prescribed by this Regulation and accumulate a number of PDUs equal to the proportion that the number of full months, whether or not elapsed, during which he was not exempted from the requirements during a reference period is to that reference period. In computing such proportion, the number of PDUs is rounded up to the nearest unit.

**9.** A financial planner who has been suspended or struck off the roll temporarily or whose certificate includes conditions or restrictions is not exempted from the requirements prescribed by this Regulation.

However, if the financial planner has been suspended or struck off the roll temporarily for more than one year, he is exempted from these requirements for the portion of such period that exceeds one year.

### *§3. Accumulation and assignment of PDUs*

**10.** A financial planner who acts as an activity trainer is entitled, only once for the activity, to double the number of PDUs awarded for the activity.

A financial planner who has been suspended or struck off the roll or whose certificate has been cancelled, has not been renewed or includes conditions or restrictions may not provide professional development activities and be awarded PDUs as an activity trainer for such activities.

**11.** A financial planner who, in respect of a reference period, has accumulated more PDUs than the number required under paragraphs 2 and 3 of section 3 may not carry the excess PDUs over to a subsequent reference period.

However, a financial planner who, in respect of a reference period, has accumulated more PDUs than the number required under paragraph 1 of section 3 may include the excess PDUs as PDUs referred to under paragraph 2 of section 3, but solely in respect of the same period.

**12.** A financial planner who, at the end of a reference period or upon the expiry of the time limit provided for in the notice under section 4, has failed to comply with the professional development requirements prescribed by this Regulation, may not, for the purpose of remedying such failure, assign to the period in respect of which he is in default PDUs accumulated during the subsequent reference period or after the expiry of such time limit until the Authority has rendered a suspension decision under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2), and such decision has been fully executed.

#### *§4. Notice from the Authority*

**13.** At least 30 days before the end of a reference period or the expiry of the time limit indicated in the notice under section 4, the Authority must send a notice to each financial planner who has not accumulated the required number of PDUs informing the financial planner of the consequences under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) or under sections 57 or 63 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (D-9.2, r.7).

**14.** Within 30 days after the end of the reference period or the expiry of the time limit indicated in the notice under section 4, the Authority must send a notice to each financial planner who has not accumulated the required number of PDUs informing the financial planner of the consequences of his failure under the second paragraph of section 218 of An Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) or under sections 57 or 63 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (D-9.2, r.7).

#### *§5. Keeping and sending of documents*

**15.** A financial planner must keep, for a 24-month period following the end of a reference period, the supporting documents regarding each training activity in which he took part, in particular attendance vouchers, certificates of exam or test results or transcripts issued by the trainer, organization or educational institution that provided the professional development activities.

**16.** During a reference period or within 20 days after receipt of the notice referred to in section 14, a financial planner must, personally or through the firm for which the financial planner is acting or the independent partnership of which the financial planner is a partner or employee, send to the Authority a copy of the supporting documents for the activities in which he took part. If the financial planner fails to send the Authority a copy of the required supporting documents, the PDUs for the recognized activities in question

are not to be considered valid for purposes of the professional development requirements prescribed by this Regulation.

However, a financial planner is exempt from the requirement under the first paragraph if the financial planner or the firm for which the financial planner is acting or the independent partnership of which the financial planner is a partner or employee registers his attendance at the professional development activities by means of secured access to the IQPF's website. The financial planner must send a copy of supporting documents only if the Authority so requires for data verification purposes, in which case paper copies must be provided within 30 days of the Authority's request.

### **DIVISION III**

#### **RECOGNITION OF TRAINING ACTIVITIES**

**17.** The Authority recognizes a training activity if it enables the following skills and competencies to be developed:

- (1) development and betterment of a comprehensive and integrated vision of personal financial planning;
- (2) acquisition, comprehension and application of theoretical and technical knowledge in the areas related to personal financial planning; and
- (3) acquisition, comprehension and application of theoretical and technical knowledge in subjects pertaining to compliance with standards, ethics and business conduct.

However, the Authority does not recognize activities pertaining to the sale of specific financial products or services, including securities.

**18.** An application for recognition must be submitted to the Authority before or not more than six months after the activity is held, but not later than the last day of the reference period during which the activity is held, by the trainer, organization or educational institution providing the activity.

No later than the last day of the reference period in effect, a financial planner may, in accordance with section 19, submit an application for recognition of a training activity in which he took part and which has not already been recognized. The recognition decision rendered further to such an application is valid only for the financial planner in question.

**19.** The application for recognition must include:

- (1) a description of the training activity in question;
- (2) the procedure for the activity and its duration;
- (3) the number of PDUs requested for the training activity;
- (4) a document explaining how the activity develops the skills and competencies referred to in the first paragraph of section 17;
- (5) if the application is submitted before the activity is held, the name and address of the person responsible for the activity;
- (6) if the application is submitted after the activity is held, by the financial planner personally, any supporting documents for the activity;
- (7) if the application is submitted after the activity is held, by the trainer, organization or educational institution providing the activity, a list of participants.

The application must be accompanied by payment of the fees determined by the Authority for an application for recognition.

**20.** The Authority must recognize or refuse to recognize an activity within 30 days of receipt of the application. If the recognition is refused or the activity is recognized for fewer PDUs than requested, the Authority must give written reasons therefor to the applicant.

**21.** The recognition is valid in respect of the reference period in effect when the activity is held. A person who wishes to renew the recognition must submit a new application to the Authority.

**22.** The person responsible for an activity must inform the Authority of any change in any of the items listed in section 19.

Further to the notice of change referred to in the first paragraph, the Authority may terminate recognition of the activity or increase or decrease the number of PDUs awarded for the activity. The Authority must then send its decision to the applicant.

**23.** The Authority may terminate recognition of an activity or increase or decrease the number of PDUs awarded for such activity if it becomes aware that the activity being provided is different from the activity that was recognized.

If the Authority terminates recognition of the activity or increases or decreases the number of PDUs awarded for such activity, it must give written notice thereof to the applicant concerned.

#### **DIVISION IV** **TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**

**24.** Section 9 of this Regulation applies to financial planners who, as at December 1, 2011, are suspended or struck off the roll temporarily or whose certificate includes conditions or restrictions.

**25.** This Regulation replaces the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners, approved by Order in Council 970-2007 dated November 14, 2007.

**26.** This Regulation comes into force on December 1, 2011.

### 3.2.2 Publication

Aucune information.